

Point de Presse du Conseil d'Etat

20 octobre 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Modification de la loi sur les professions médicales universitaires.....	4
Genève	5
100 nouveaux logements prévus à Versoix.....	5
Protection contre les inondations à Troinex.....	5
Genève adhère à la convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale.....	6
Lutte contre les violences domestiques et juvéniles: contrat de prestation avec l'association « Face à Face »	6
Modification du règlement relatif à la police de la sécurité internationale	7
Aide et soins à domicile : tarifs des prestations de la FSASD pour l'année 2012	7
Impôt sur les véhicules et les bateaux : barèmes indexés pour 2012	8
Indexation des redevances d'amarrage, de dépôt des bateaux et d'installation sur les eaux publiques	8
Agenda des invitations à la presse	9

Modification de la loi sur les professions médicales universitaires

En réponse à une consultation du département fédéral de l'intérieur, le Conseil d'Etat a approuvé la révision proposée de la [loi sur les professions médicales universitaires \(LPMéd\)](#), qui répond aux besoins d'adaptation apparus depuis l'entrée en vigueur de cette loi en 2007.

Cette révision permet notamment de renforcer les exigences professionnelles dans le domaine de la médecine de base, ainsi que la prise en compte des médecines complémentaires pour lesquelles les objectifs de formation ont été adaptés. Elle prévoit par ailleurs d'exiger la maîtrise d'une langue nationale dans le cadre de la procédure d'octroi de l'autorisation de pratiquer.

Enfin, un échange de données fiables pourra avoir lieu entre les cantons, en particulier en ce qui concerne les mesures disciplinaires, ceci afin d'éviter qu'un professionnel de la santé interdit de pratique dans un canton ne puisse s'installer dans un autre.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

100 nouveaux logements prévus à Versoix

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) sur le territoire de la commune de Versoix, prévoyant la construction de quelque 100 logements. Les cinq parcelles concernées sont situées à l'angle de la route de Suisse et du chemin de Pont-Céard. Le secteur, actuellement occupé par des villas, est sis en [zone de développement 4A](#). Plusieurs autres plans localisés de quartier ont d'ores et déjà été réalisés dans le même périmètre.

Six bâtiments, d'une hauteur de deux étages sur rez plus attique, seront implantés parallèlement à la route de Suisse selon deux fronts. Le premier front, donnant sur la route de Suisse, prévoit des activités au rez-de-chaussée des bâtiments, alors que les immeubles à l'arrière seront affectés uniquement à du logement. Ces constructions représentent une surface brute de plancher totale de plus de 12'000 m², soit plus de 100 logements pour un indice d'utilisation du sol de 1,25.

Un parking souterrain destiné aux habitants est prévu, dont l'accès s'opèrera par le chemin du Pré-Colomb. Le stationnement destiné aux activités sera lui situé en surface du côté de la route de Suisse. Plusieurs aires de stationnement pour les vélos seront également aménagées à proximité des immeubles.

Les aménagements extérieurs prévoient deux liaisons piétonnières entre la route de Suisse et le chemin du Pré-Colomb. Ces cheminements se feront dans la continuité de ceux déjà réalisés en amont du secteur.

Le Conseil municipal de Versoix a préavisé favorablement ce dossier le 7 février dernier. La procédure d'opposition n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève, à l'adresse www.ge.ch/amenagement/procedures.

Pour toute information complémentaire : M. Roberto Grecuccio, chef du service des procédures et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 93.

Protection contre les inondations à Troinex

Le contrat-rivières transfrontalier « entre Arve et Rhône » ratifié en 2003 par le canton de Genève et la France démontre que la Drize présente des risques importants de débordement susceptibles de provoquer des inondations au niveau des habitations qui jouxtent le chemin de la Grand-Cour sur la commune de Troinex. La carte des dangers de la Drize, actualisée en 2010, a confirmé le risque d'inondation du secteur et mis en évidence la présence d'une zone de danger moyen sur le secteur de Grand-Cour.

Afin de résoudre ce problème, les partenaires suisses et français se sont engagés à financer des travaux visant à réduire ce risque d'inondation. Suite à une crue du cours d'eau le 10 septembre 2009, les riverains ont transmis une pétition aux autorités cantonales et communales leur demandant instamment d'activer le projet de protection. A l'exception d'un propriétaire, tous se déclarent favorables au projet. Compte tenu de ces enjeux, un projet de loi déclarant d'utilité publique les aménagements destinés à protéger plusieurs parcelles situées au lieu dit « la Grand-Cour » sur la commune de Troinex, le long de la Drize, a été transmis au Grand Conseil.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Wisard, directeur du service de la renaturation des cours d'eau, DIM, ☎ 022 546 74 50.

Genève adhère à la convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi l'autorisant à adhérer, au nom de la République et canton de Genève, à la nouvelle convention intercantonale de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) à laquelle Genève participe à travers la Haute école de Genève (HES-SO Genève).

Créée en 1997 avec le concordat HES-SO puis étendu en 2001 avec la convention HES-S2, la HES-SO se dote aujourd'hui d'une nouvelle convention intercantonale qui est appelée à remplacer les deux anciens textes. Cette nouvelle convention prévoit notamment la création d'un rectorat, une gestion par objectifs, des mandats de prestations liant le rectorat et les hautes écoles de la HES-SO, ainsi qu'une plus grande autonomie institutionnelle et une participation fortement renforcée des personnels et des étudiants.

Après une entrée en vigueur prévue le 1^{er} janvier 2013, les cantons disposeront encore d'un délai de deux ans pour adapter leur législation au nouveau droit. C'est l'une des raisons pour lesquelles la [loi cantonale sur les hautes écoles spécialisées \(C 1 26\)](#) est déjà en cours de révision totale.

Pour toute information complémentaire: M. François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, DIP, ☎ 022 388 65 05.

Lutte contre les violences domestiques et juvéniles: contrat de prestation avec l'association « Face à Face »

Le Conseil d'Etat a adopté un contrat de prestation au bénéfice de [l'association Face à Face](#) qui couvre les années 2012 à 2015. L'aide financière annuelle se monte à 150'000 francs. Pour rappel, le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'urgence de 40'000 francs à cette association en 2010 ainsi qu'une aide de 150'000 francs en 2011. Durant cette période, l'association Face à Face fournira des prestations pour prévenir et traiter de manière spécifique les actes de violences commis par des femmes, des mères et des adolescents et ainsi empêcher la transmission de comportements violents au travers des générations.

Cette association a été créée en 2001 et ses activités ont débuté en 2002. En 2006, elle a mis sur pied un groupe de pilotage pour adolescentes et en 2008, le programme "Face à Face Ados" a débuté. En 2008, l'association Face à Face est devenue membre de la commission consultative sur les violences domestiques du canton de Genève. Depuis janvier 2011, elle est habilitée par le département de la sécurité, de la police et de l'environnement à recevoir des femmes éloignées de leur domicile suite à une mesure d'éloignement administratif prononcée par la police genevoise, en application de la [loi sur les violences domestiques](#) du 16 septembre 2005.

Cette aide est attribuée dans le cadre de la politique publique « Sécurité et population ». Elle figure au programme des droits humains sous la prestation « coordination des actions et lutte contre les violences domestiques ».

*Pour toute information complémentaire : M David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DSPE,
☎ 076 396 18 09.*

Modification du règlement relatif à la police de la sécurité internationale

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement relatif à la police de la sécurité internationale](#) en abrogeant notamment l'article 10, alinéa 2 qui limite le cercle des agents pouvant être choisis comme sous-officiers et officiers de la police de la sécurité internationale (PSI) aux membres du personnel de la PSI et exclut de ce fait des personnes qualifiées de la gendarmerie ou d'autres corps de police cantonaux.

Cet alinéa était susceptible de poser des problèmes de recrutement au sein de la PSI dans la mesure où les candidatures internes à la PSI pouvaient manquer ou ne pas correspondre aux besoins du service. Son abrogation permettra d'ouvrir le recrutement à des personnes extérieures à la PSI.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE,
☎ 022 327 92 09.*

Aide et soins à domicile : tarifs des prestations de la FSASD pour l'année 2012

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Conseil d'Etat a fixé pour l'année 2012 les tarifs des prestations fournies par la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) qui ne sont pas à charge de l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie :

Prestations d'aide au ménage.....	:	30,10 francs par heure (+ 0,40)
Coût unitaire des repas à domicile.....	:	15,80 francs (+ 0,20)
Forfait d'installation des appareils de sécurité.....	:	141,10 francs par installation (+ 1,90)
Tarif de location des appareils de sécurité.....	:	32,55 francs par mois (+ 0,45)
Tarif de location des appareils de sécurité à signalisation lumineuse.....	:	13,35 francs par mois (+ 0,15)
Tarif de l'aide aux familles.....	:	15,05 francs par heure (+ 0,15)
Tarif d'hébergement en unité d'accueil temporaire de répit (UATR), hors soins.....	:	98,15 francs par jour (+ 1,15)
Tarif de veille de nuit (aligné sur le tarif d'hébergement des lits UATR).....	:	98,15 francs par nuit (+ 1,15)

*Pour toute information complémentaire : Mme Marie Da Roxa, directrice générale de la Fondation des
services d'aide et de soins à domicile, DARES, ☎ 022 420 20 00.*

Impôt sur les véhicules et les bateaux : barèmes indexés pour 2012

Le Conseil d'Etat a décidé d'indexer les barèmes d'impôt pour les véhicules et les bateaux pour l'année prochaine.

La hausse moyenne sera approximativement de 0,7%, ce qui représente à peine quelques francs par véhicule mais permettra d'augmenter les recettes d'environ 0,7 million de francs.

Pour toute information complémentaire : M. Roger Jenny, directeur général a.i., office cantonal des automobiles et de la navigation, DSPE, ☎ 022 388 30 02.

Indexation des redevances d'amarrage, de dépôt des bateaux et d'installation sur les eaux publiques

Le Conseil d'Etat a adopté deux modifications réglementaires visant à indexer à l'indice genevois des prix à la consommation les redevances relatives, d'une part, à l'amarrage et au dépôt des bateaux, d'autre part, aux installations réalisées sur ou en bordure des eaux publiques.

Sont modifiés en ce sens [le règlement d'application de la loi sur la navigation dans les eaux genevoises \(RNav\)](#) et [le règlement sur l'occupation des eaux publiques \(ROEP\)](#).

L'indexation bisannuelle prévue par les dispositions légales concernées est ainsi appliquée et les tarifs sont indiqués en toute transparence, puisque les redevances figurant dans les règlements indiqueront dorénavant les montants indexés.

Pour toute information complémentaire : M. Yves Duffey, chef de la capitainerie, DIM, ☎ 022 388 55 50.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
21 octobre de 17h30 à 20h30	Découverte du PAV à vélo : à la rencontre de la nature du centre du périmètre	Rendez-vous sur le parking de la patinoire des Vernets	DCTI	Myriam Jakir Duran ☎ 022 388 07 33
26 octobre 17h00	Montrer en 3D le monde de demain sans tromper	Geneva Palexpo Halle 4, salle labSpace#5	DIM UIT	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
4 novembre 11h00	Cérémonie de pose de la première pierre du nouveau bâtiment des lits des Hôpitaux universitaires de Genève (BDL2)	Rue Alcide-Jentzer	DCTI DARES	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
15 novembre 10h30	Premier coup de pioche du CEVA	Gare marchandises de La Praille - accès par la route du Grand-Lancy 1- 7, 1212 Grand-Lancy, Genève	DCTI	Caroline Monod ☎ 022 716 06 85 ou 079 473 32 99